SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1858.

Rapport de la Commission des Travaux Publics chargée d'examiner le Projet de Loi qui alloue des crédits supplémentaires au Département des Travaux publics.

(Voir les N° 54 et 56 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Duc d'URSEL, Président; GILLÈS DE S'GRAVENWESEL, DE RYCKMAN DE WINGHE, NEEF, STIELLEWANS, WINCQZ et FERDINAND SPITAEELS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Par ce projet de loi, le Département des Travaux Publics demande une somme de fr. 392,685-25, destinés à solder des dépenses se rapportant à des exercices antérieurs.

Votre Commission s'est élevée à plusieurs reprises contre le système qui a été suivi pendant plusieurs années dans ce département, système qui, amoindrissant le budget, se résumait ensuite en crédits supplémentaires atteignant le chiffre de plusieurs millions. Elle se plaît à reconnaître que la demande de crédit qui fait l'objet de la présente loi se réduit, en réalité, à quelques exceptions près qui sont suffisamment justifiées, à des appoints qu'il est impossible d'éviter dans un budget contenant, comme celui des Travaux Publics, tant d'éléments essentiellement variables.

Toutefois, votre Commission croit devoir reproduire l'observation consignée au rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants, relativement aux allocations se rapportant aux exercices de 1838, 1841, 1842, 1844, 1845, etc. Plusieurs demandes de crédits ont, à diverses reprises, été votées par la législature pour des dépenses arriérées afférent à ces exercices; il est regrettable de voir liquider aujourd'hui des dépenses remontant à vingt ans; nous espérons n'avoir plus à reproduire ces observations, et nous engageons M. le Ministre intérimaire des Travaux Publics à rechercher s'il n'existe plus de créances analogues, afin d'en opérer la liquidation à bref délai.

Le crédit faisant l'objet de ce rapport se subdivise comme suit :

Administration Centrale.	Fr. 1,150 »
Ponts et chaussées	» 157,427 75
Mines.	» 500 »
Chemins de fer, Postes, Télégraphes.	» 204,184 »
Pensions	» 1,200 »
Dépenses imprévues.	» 28,421 50
	<hr/>
Ensemble.	Fr. 392,683 25

Le premier objet ne constitue qu'une rectification de budget en conformité de la loi de comptabilité.

Le second article, relatif aux ponts et chaussées, est dû en grande partie à des dépenses que l'on peut regarder comme réellement imprévues savoir :

Acquisition des moulins de Grammont, par suite de décès. fr.	35,500 »
Affaissement du barrage n° 1, petite Nethe	25,510 »
Différence de prix d'adjudication à la Sambre.	18,993 50
Id. id. canal de Plasschendaele.	20,500 »
Id. id. côte de Blankenberghe.	20,476 70

Fesant ensemble. . . . Fr. 118,980 20

Le surplus de la somme représente donc des appoints impossibles à éviter dans un budget de la nature de celui des Travaux Publics.

Les chemins de fer, postes et télégraphes emportent une somme de 204,184 fr.

Il est à remarquer que les insuffisances se rapportent à des articles qui ne peuvent être exactement déterminés. Ainsi, les primes d'économie et de régularité, la redevance à payer aux compagnies concessionnaires du chef d'emploi de leur matériel, le camionage, les pertes et avaries, emportent la presque totalité de cette somme; le Sénat reconnaîtra avec nous que ces articles ne sauraient être rigoureusement déterminés.

La presque totalité du chiffre de fr. 28,421 50, dépenses imprévues, est absorbé par l'entretien du canal de Zelzaete, pour fr. 27,379, aucune somme ne figurant de ce chef au budget par suite du litige existant entre l'État et les provinces sur le territoire desquelles cette voie d'écoulement est établie, la loi du 26 juin 1842 mettant cet entretien à la charge des provinces.

Votre Commission prie le haut fonctionnaire dirigeant le Département des Travaux Publics de tâcher de vider le litige existant entre l'État et les provinces; la question remonte assez haut pour pouvoir être réglée à l'amiable ou judiciairement, si l'entente est impossible, les termes de l'art. 4 de la loi du 26 juin 1842 étant assez explicites, pour faire cesser une irrégularité qui se reproduit chaque année.

En résumé, et par les motifs développés dans ce rapport, votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption de ce projet de loi, à l'unanimité des membres présents.

Le Président,
LE DUC D'URSEL.

Le Rapporteur,
FERD. SPITAEELS.